

## L'effet du développement financier sur la pauvreté en Algérie : une analyse par l'approche ARDL pour la période (1970-2019)

Bouhezam Sid Ahmed \*, Aiboud Kada \*\*, Benhalima Abdelkader Aziz \*\*\*

Reçu le : 28/02/2021

Accepté le : 30/03/2021

Publié le : 27/04/2021

### Résumé :

*Cette étude porte à vérifier empiriquement de l'effet du développement financier sur la pauvreté en Algérie durant la période 1970-2019. Sur la base des résultats des tests de racines unitaires, nous avons opté sur le model ARDL pour estimer la relation entre ces deux phénomènes. Les résultats ont montré que, à long terme, les indicateurs du développement financier affectent positivement et significativement la croissance de la consommation des ménages (la variable proxy de la pauvreté monétaire). Cela signifie que le développement financier en Algérie réduit effectivement la pauvreté.*

**Mots clés :** Développement financier, pauvreté, croissance économique, Cointégration, ARDL.

**Classification JEL :** O11, O47, I32.

## The effect of financial development on poverty in Algeria: an analysis by the ARDL approach for the period (1970-2019)

### Abstract

*This study aims to verify empirically the effect of financial development on poverty in Algeria during the period 1970-2019. Based on the results of the unit root tests, we opted for the ARDL model to estimate the relationship between these two phenomena. The results showed that, in the long run, financial development indicators positively and significantly affect household consumption growth (the proxy of monetary poverty). This means that financial development in Algeria effectively reduces poverty.*

**Keywords :** Financial development, poverty, economic growth, Cointegration, ARDL.

**JEL Classification :** O11, O47, I32.

---

\* Maitre de conférence B, Université de Mascara, Algérie, s.bouhezam@univ-mascara.dz ..... (Auteur correspondant)

\*\* Maitre de conférence A, Université de Mascara, Algérie, k.aiboud@univ-mascara.dz

\*\*\* Maitre de conférence B, Université de Mascara, Algérie, abdelkader.benhalima@univ-mascara.dz

## 1. Introduction

La pauvreté exprime un état d'un individu (ou d'un groupe d'individu) incapable de satisfaire ses besoins fondamentaux lui garantissant une vie digne. Étant donné ses effets négatifs sur la vie sociale des personnes démunies, la pauvreté inquiète énormément les chefs d'état et les institutions internationales car il peut être un facteur d'instabilité sociale. Afin de cibler pertinemment les pauvres dans la société, il est indispensable de définir les besoins de bases pour démarquer la ligne de la pauvreté.

A ce titre, deux approches théoriques se sont proposées à savoir l'approche monétaire et l'approche non monétaire. La première approche considère les pauvres comme des personnes dépourvues de ressources financières adéquates pour satisfaire ses besoins fondamentaux. En revanche, l'approche non-monétaire voit que la pauvreté est un état de défaillance de droits des individus (à cause de certaines contraintes institutionnelles) à l'accès et au contrôle des ressources leurs permettant de vivre dignement (Bertin, 2007).

Certaines économistes s'accordent à dire que la meilleure façon de lutter contre la pauvreté est de booster la croissance économique car elle conduit à l'augmentation des revenus moyens de la population (Kuznets). La littérature économique a identifié maintes sources de la croissance économique, qui peuvent être des éléments de stratégies de lutte contre la pauvreté, telles que le progrès technique, le développement financier, la gouvernance, le capital humains...etc. Toutefois, les politiques de redistribution par la fiscalité ou par la production des biens publics sont nécessaires pour atténuer les effets des inégalités lesquels peuvent affaiblir l'effet favorable de la croissance économique sur la réduction de la pauvreté.

Dans cette étude, nous nous efforçons à vérifier l'effet du développement financier sur la réduction de la pauvreté en Algérie. Ce phénomène social s'est fortement aggravé au cours des 90 à la suite de la mise en application des réformes économiques structurelles pour redresser l'économie nationale (*hausse du chômage à cause de la mise en faillite des entreprises publiques déstructurées financièrement et baisse du pouvoir d'achat des citoyens à cause de la hausse du taux de l'inflation*).

Néanmoins, les réformes économiques se sont accompagnées par des réformes financières par soucis de développer l'activité de l'intermédiation financière en Algérie. Sur le plan théorique, le développement financier affecte positivement la croissance économique à travers l'amélioration de l'allocation des ressources financières, la mobilisation de l'épargne et la résolution du problème de l'asymétrie de l'information. Le développement financier contribue également à la baisse du taux de la pauvreté et l'exclusion sociale soit de manière directe à travers la facilité d'accès aux services financiers ou de manière indirecte via l'augmentation de la croissance économique.

A la lumière de ce qui précède, nous posons la question suivante ; ***le développement financier en Algérie a-t-il contribué à baisser le taux de la pauvreté ?*** Pour répondre à cette question, nous allons diviser l'article en deux sections. La première section passe en revue quelques études théoriques et empiriques sur le lien entre le développement financier, la croissance économique et la pauvreté. La deuxième section est réservée à l'étude économétrique (*présentation et estimation du modèle et discussions des résultats*).

### I. Développement financier et pauvreté : un survol de la revue de littérature

Depuis l'émergence des modèles de la croissance endogène, au milieu des années 80, le rôle du système financier en tant que vecteur du développement économique (*stimulation de la croissance économique et réduction de la pauvreté*) a connu un regain d'intérêt auprès des *Policy-Makers* après une conviction pour de longues années que la prospérité économique ne s'explique que par les facteurs réels à savoir la technologie, la main d'œuvre et le stock du capital physique (*l'approche néoclassique*).

Théoriquement, l'effet du développement financier atteint la pauvreté par deux voies ; *un canal indirect*, via la croissance économique, et *un canal direct*, à travers la facilité d'accès aux services financier. Par rapport au canal indirect, les approches théoriques du développement financier admettent que ce dernier sous-tend la croissance économique de par la canalisation de l'épargne vers l'investissement productif (*Pagano, 1993*), l'examen et la surveillance (*screening and monitoring*) (*Stiglitz, 1989*), la diversification du risque (*Saint-Paul, 1992*) et le financement de la spécialisation (*Cooley & Smith, 1998*). Ce postulat théorique a été corroboré ultérieurement par études économétriques entre autres *King & Levine (1993)*, *Levine & Zervos (1996)*.

Par ailleurs, la hausse de la croissance économique, due à une politique de développement financier vigoureuse, va certainement faire profiter les pauvres selon les partisans de la théorie de « *la croissance pro-pauvre* ». Néanmoins, l'effet de la croissance économique sur la réduction de la pauvreté est souvent entouré de la confusion en raison du phénomène des inégalités qui imprègne cette relation. Ceci rend difficile de trancher de manière définitive sur la validité de l'hypothèse croissance pro-pauvre.

À ce propos, *Ravallion (1997)* voit que la hausse des inégalités entrave la baisse de la pauvreté quand bien même le pays enregistrait une forte croissance économique. Par contre, *Dollar et Kraay (2004)* ont montré que la croissance économique est profitable pour tous les membres de la société y compris les personnes démunies. Et, ils ajoutaient que les politiques macroéconomiques et les réformes institutionnelles mis en œuvre pour booster la croissance économique n'influencent pas les disparités sociales.

*Datt & Ravallion (1992)* adoptaient une technique qui leur a permis de désagréger l'évolution de la pauvreté (*en Brésil et en Inde*) en deux composantes ; une *composante de croissance économique* et une *composante des inégalités*. Le premier indicateur signifie que, pour toute distribution des revenus inchangée, une augmentation de la croissance économique conduit à une réduction de la pauvreté. Quant au deuxième indicateur, il estime la variation de la pauvreté due au changement des inégalités pour un niveau de croissance économique constant. *Datt & Ravallion (1992)* remarquaient que la première composante prime sur la deuxième et concluaient que la hausse de la croissance économique provoque une baisse de la pauvreté.

*Kuznets* constate que l'effet de la croissance sur la pauvreté est influencé par l'évolution des inégalités. Il postule que la relation entre les inégalités et l'évolution de la croissance prend une forme de « U inversé ». Cela veut dire que, à court terme, les fruits de la croissance économique sont emparés par les détenteurs du capital et un faible part de la

population en tire avantages (*une disparité extrême de redistribution des revenus*). En revanche, à long terme, la croissance économique atteint un point de retournement à partir duquel toute augmentation de la croissance fait baisser les inégalités et par conséquent augmente les revenus des personnes pauvres (*Cité par Montalieu, 2001*).

Par rapport au canal direct, il est supposé que le développement financier entraîne une baisse de la pauvreté en raison de la facilité d'accès aux services financiers notamment pour les pauvres. *Kpodar (2004)* voit que l'effet du développement financier sur la pauvreté se scinde en deux effets à savoir un *effet de conduit capital* et un *effet de seuil*. Le premier effet est inspiré de la théorie de la libéralisation financière de *McKinnon (1973)*. Dans un paradigme d'autarcie financière, les ménages (*pauvres*) sont contraints à détenir de l'argent liquide pour financer leurs investissements. De même, le besoin imprévu pour la liquidité peut les forcer à liquider prématurément leurs investissements. Dans ce contexte, le développement financier aide à valoriser l'épargne et affranchir les inconvénients de l'autofinancement et renforce par conséquent l'accumulation des actifs productifs. Quant à *L'effet de seuil*, il décrit la relation entre le développement financier et les inégalités comme une forme de « *U inversé* ». Cela signifie que, à partir d'un certain niveau de développement financier, la pauvreté commence à baisser. A ce point-là, il est admis que les institutions financières sont devenues plus aptes à supporter les coûts élevés des prêts de faible montant et, partant, l'accès aux crédits devient plus facile pour les pauvres (*baisse de l'exclusion financière*).

Dans ce sillage, la banque mondiale a invoqué, dans son rapport sur la croissance inclusive dans l'Europe et l'Asie centrale, les responsables publics à alléger les contraintes financières pour assurer en maximum l'accès des individus et des entreprises aux services financiers. Cet objectif est atteint à travers une mise en place d'une politique de développement financier efficace basée sur la *stabilité, l'efficacité, l'inclusion et la profondeur* (*Banque mondiale, 2016*).

Toutefois, cette approche de la banque mondiale est remise en cause par les résultats de certaines études économétriques. Par exemple, l'étude de *OCDE (2015)* a montré que le développement financier n'était pas en faveur des pauvres dans la mesure où il a approfondi le problème des inégalités. En effet, malgré le développement des structures de financement, les pauvres sont toujours exclus des services financiers offerts par le système financier formel. Seules les gens aisées ont profité de l'essor des marchés financiers en accroissant davantage leurs opérations de prêt et d'emprunt. De surcroît, les salaires distribués par le secteur financier étant un autre facteur aggravant les inégalités de sorte que les employés du secteur financier perçoivent des revenus plus importants par rapport à leurs homologues au profil comparable dans les autres secteurs de l'économie.

Par contre, l'étude de *Kiendrebeogo & Minea (2013)* menée dans les pays en développement confirmait que le développement financier à travers la facilité d'accès des ménages aux services financiers a entraîné une baisse du taux de la pauvreté et la profondeur de la pauvreté (*l'écart de pauvreté entre les pauvres*). *Sylviane Guillaumont et Kpodar (2004)* ont prouvé que le développement financier contribue à la baisse du taux de la pauvreté à travers la hausse du taux de la croissance économique. Cependant, étant donné

que le développement financier et l’instabilité financière vont de pair, les auteurs préviennent des conséquences fâcheuses de l’instabilité économique, qui peut être provoquée par une instabilité financière dû à une politique de développement financier inconsidérée, sur la pauvreté.

**II. Etude économétrique :**

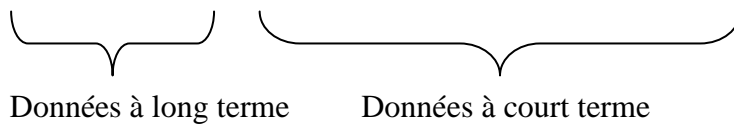
Notre étude vise à tester l’effet de développement financier (mesuré par 02 variables indépendantes) sur la réduction de la pauvreté (mesurée par la croissance de la consommation des ménages); en utilisant le modèle ARDL (Auto-regressif distributed lags model) développé par H. Pesaran (2001).

L’application du modèle ARDL requiert les conditions suivantes :

- ✓ Des séries stationnaires au niveau I(0) et à la 1ère différence I (1) (Une mixité de stationnarité).
- ✓ Aucune série ne soit stationnaire en 2em différence I(2).
- ✓ La variable dépendante doit être stationnaire en 1er différence.
- ✓ La possibilité de tester l’impact des variables indépendantes sur la variable dépendante à court terme et à long terme dans un seul modèle.
- ✓ Le modèle ARDL donne des résultats pertinents mieux que d’autres modèles sur les petits échantillons.

L’équation du modèle ARDL se présente comme suit :

$$d(Y_t) = c + \lambda Y_{t-1} + \beta X_{t-1} + \sum_{i=1}^m a_{1,i} d(Y_{t-i}) + \sum_{i=0}^k a_{2,i} d(X_{t-i}) + \varepsilon_t \dots\dots\dots 01$$



**1. Présentation du modèle :**

Notre modèle se présente comme suit :

$$Lncons = f(Lncps, Lnsav, Lngrow, Lnif) \dots\dots\dots 02$$

Où :

*Lncons* : représente le taux de croissance de la consommation finale des ménages (retenue comme variable proxy de la pauvreté; vue l’absence des indicateurs mesurant la pauvreté en Algérie tels que Poverty Gap-Head count).

*Lncps*: représente les crédits accordés par les banques au secteur privé.

*Lnsav* : représente l’épargne intérieure brute par rapport au PIB.

*Lngrow* : indique le taux de croissance annuel du PIB Par tête (Retenu comme variable du contrôle).

*Lnif* : indique le taux annuel d’inflation (Retenu comme variable du contrôle).

## 2. Test de stationnarité :

**Tableau (1) : Test de racine unitaire**

VARIABLES	Augmented Dickey-Fuller test (ADF)					
	Level			1st difference		
	Intercept	trend&intercept	None	intercept	trend&intercept	none
Lncons	-2.17	-2.06	-0,64	(-9.87)***	(-9.82)***	(-9.95)***
Lncps	(-1.16)	(-1.17)	-0.34	(-5,71)***	(-5.68)***	(-5.77)***
Lnsav	(-1.91)	(-2.00)	(0,17)	(-6,08)***	(-6.04)***	(-6.12)***
Lngrow	(-9.15)***	(-9.22)***	(0,37)			
Lnif	(-2.87)*	(-3.22)*	(-.87)			

Symbol : (.) indique t-Statistic et \*, \*\*, \*\*\* dénote la significativité au seuil des valeurs critiques 10 % , 05 % et 01 % respectivement.

Source : Eviews 12

Le test de racines unitaires ADF fait apparaître la stationnarité des variables suivantes (Lncons, Lncps et Lnsav) en 1<sup>er</sup> différence, et la stationnarité des variables (Lngrow et Lnif) au niveau.

Vue qu'il ya une mixité de stationnarité au niveau I(0) et aux 1er différences entre les variables de notre modèle, et que la variable dépendante est stationnaire en 1er différence; nous dirons que les conditions d'utilisation de l'approche ARDL sont remplies.

**Tableau (2) : Sélection du nombre optimal du retard**

Lag	LogL	LR	FPE	AIC	SC	HQ
0	-90.69	NA	4.41E-05	4.16	1.35	4.23
1	27.39	205.37	7.76E-07	0.11	1.3	0.55
2	53.06	39.06	7.85E-07	0.08	2.27	0.9
3	84.69	41.25	6.53E-07	-0.2	2.97	0.98
4	113.73	31.56	6.77E-07	(-0.37)*	3.79	1.18

(\*) indique le nombre de retard sélectionné par Criterion

Source : Eviews 12

Ce tableau nous indique le nombre optimal de retard choisis pour notre modèle (qui est à l'ordre de 4) en utilisant le critère de AIC (Akaik Information Criterion).

## 3. Test de Cointégration :

Afin de tester l'existence d'une relation de Cointégration (du long terme) entre les variables du modèle; nous utilisons *le F- Bound Test* comme l'a indiqué PESARAN dans son article précité.

Tableau (3) : F-Bound Test

Test statistic	Valeur	Signif	I(0)	I(1)
F-statistic	6.301585	10%	2.2	3.09
K	4	5%	2.56	3.49
		2.50%	2.88	3.87
		1%	3.29	4.37

Source : Eviews 12

On remarque que la valeur de F calculée (6.30) est supérieure à la borne Max (4.37) pour un seuil de signification de 1 % ; ce que nous confirme la relation de Cointégration des variables indépendante vers la variable dépendante.

#### 4. Estimation du modèle à long terme :

Tableau (4) : Estimation des coefficients à long terme

Variable	Coefficient	Std.Error	t-Statistic	Prob
Lncps	0.103526	0.036458	2.829595	0.0079
LNSAV	0.493459	0.128609	3.836899	0.0006
LNGROW	1.171546	0.280756	4.172820	0.0002
LNIF	-0.016884	0.043655	-0.386769	0.7016
C	2.421362	0.702405	-3.447243	0.0017

Source : Eviews 12

L'analyse de ce tableau nous a permis de soulever les résultats suivants :

✓ Un impact positif et significatif des 02 variables de développement financier (mesuré par les crédits accordés par les banques au secteur privées rapportés au PIB et l'épargne intérieure brute rapporté au PIB) sur la réduction de la pauvreté (mesurée par la croissance de la consommation des ménages). Pour chaque augmentation de 1% pour les variables de développement financier on constate une augmentation de la consommation des ménages de 0.10 % et 0.49 % respectivement; et par la suite une diminution de la pauvreté monétaire. Ce résultat empirique est conforme aux résultats des études empirique de *Kiendrebeogo & Minea (2013)* et *Sylviane Guillaumont et Kpodar (2004)*.

✓ Un impact positif et significatif de la croissance économique sur la réduction de la pauvreté (mesurée par la croissance de la consommation des ménages). Une augmentation de la croissance économique de 1 % nous donne une augmentation de la consommation des ménages et par conséquent la réduction de la pauvreté de 1.17 %. Ce résultat empirique vient de confirmer la théorie de la croissance pro-pauvre qui stipule que les gains de la croissance économiques vont être profités par les pauvres par le biais de l'effet *Trickl-Down*.

✓ L'inflation a donné un impact négatif et non significatif sur la réduction de la pauvreté (mesurée par la croissance de la consommation des ménages); pour chaque augmentation du taux d'inflation de 1 % nous enregistrons une diminution de la consommation des ménages et par la suite une augmentation de la pauvreté de 0.01%. Ce résultat empirique coïncide avec la théorie économique qui suppose que l'inflation diminue le pouvoir d'achat des ménages suite à l'augmentation du niveau général des prix.

## 5. Estimation du modèle à court terme :

Tableau (5) : Résultat du model UECM à court terme

Variable	Coefficient	Std.Error	t-Statistic	Prob
D(LNCONS(-1))	0.401735	0.146799	2.736639	0.0102
D(LNCPS)	-0.004739	0.118714	-0.039923	0.9584
D(LNCPS(-1))	0.000729	0.120097	0.006072	0.9952
D(LNCPS(-2))	-0.303270	0.116394	-2.605548	0.0140
D(LNCPS(-3))	-0.230737	0.114266	-2.019302	0.0522
D(LNSAV)	-0.308413	0.267202	-1.154232	0.2572
D(LNGROW)	1.072523	0.221146	4.849852	0.0000
D(LNGROW(-1))	-0.296551	0.271396	-1.092687	0.2830
D(LNGROW(-2))	0.165985	0.089828	1.847818	0.0742
CointEq(-1)	-1.461400	0.220545	-6.626297	0.0000

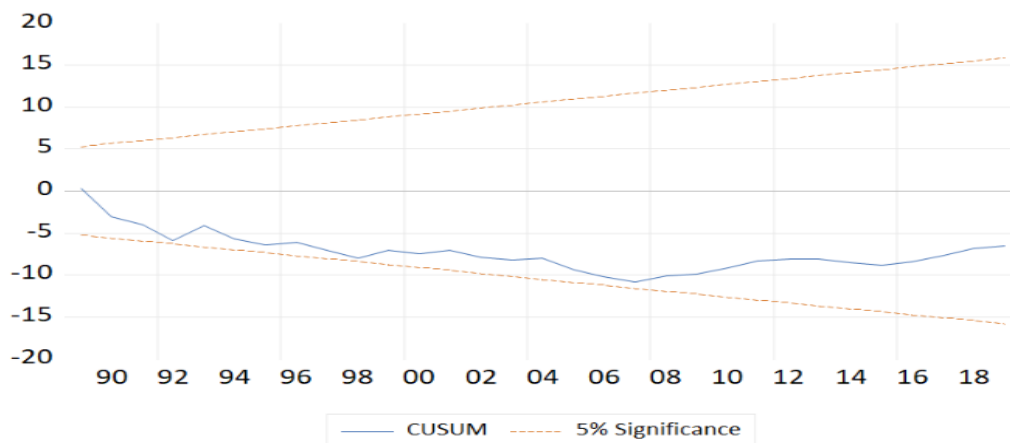
Source : Eviews 12

Le coefficient CointEq(-1) = -1,46 est négatif et significatif; ce que nous confirme le résultat de Cointégration entre les variables indépendantes vers la variables dépendantes. Il représente le coefficient de correction des erreurs à court termes pour revenir à l'état d'équilibre à long terme.

Les résultats décelés lors de l'analyse de ce tableau sont les suivants :

- ✓ L'impact des variables indépendantes de développement financier sur la variable dépendantes (pauvreté monétaire) était négatif et non significatif à court terme, et ce en conformité avec l'étude de *OCDE (2015)* qui a montré que le développement financier n'était pas en faveur des pauvres.
- ✓ La variable de croissance économique donne un impact positif et significatif sur la réduction de la pauvreté (mesurée par la consommation des ménages) à court terme ; conformément à la théorie de la croissance pro-pauvre.

## 6. Test de stabilité structurel du modèle :



Source : Eviews 12

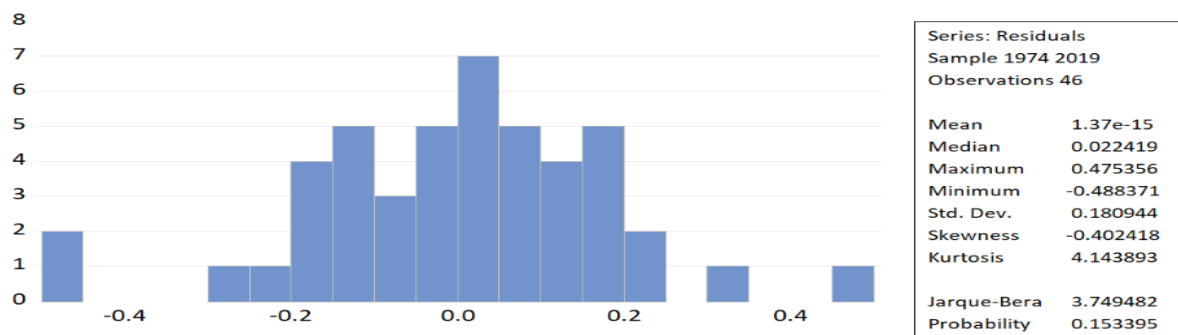
Figure (01) : Test de CUSUM



La courbe de test de CUSUM se situe dans la limite de l'intervalle de seuil de signification de 5 % ; ce que nous permet de dire que les coefficients estimés du modèle à court et à long terme se caractérisent par une stabilité structurelle.

## 7. Tests de diagnostic du modèle :

### A. Test de normalité :



Source : Eviews 12

Figure (02) : Test de normalité

On constate que la probabilité de test de Jarque-Béra (0.153) est supérieure au seuil de signification de 5% ce que signifie que les erreurs ont de distribution normale.

### B. Test d'auto corrélation des résidus :

Tableau (6) : Test de Breusch-Godfrey Serial Correlation LM

F-statistic	1.387751	Prob.F(2,29)	0.2657
Obs *R-squared	4.017971	Prob.Chi-Square (2)	0.1341

Source : Eviews 12

On observe que la probabilité de Fisher (0.265) ainsi de Chi-Quare (0.134) est supérieur au seuil de signification de 5%; donc on accepte l'hypothèse nulle qui suppose une absence d'auto corrélation entre les résidus(Erreurs) du modèle.

### C. Test d'hétéros dacite :

Tableau (07) : Test d'hétéros dacite

F-statistic	1.373240	Prob.F(4,37)	0.262
Obs *R-squared	5.429238	Prob.Chi-Square (2)	0.246

Source : Eviews 12

La probabilité de Fisher (0.262) est supérieur au seuil de signification de 5%, donc on accepte l'hypothèse nulle, ce que signifie que la variance des résidus (les erreurs) est homogène.

**Conclusion :**

Cette étude visait à mettre en évidence le rôle du développement financier sur la réduction de la pauvreté en Algérie. Pour cela, nous avons utilisé un modèle économétrique (ARDL) pour tester la relation entre ces deux phénomènes. La période de l'étude s'étend de 1970 à 2019. Les variables retenues pour l'étude économétrique sont extraites des études empiriques précédentes. Nous avons sélectionné la croissance de la consommation des ménages comme une variable représentative de la pauvreté monétaire. Quant aux variables du développement financier, nous avons choisis le total de prêts accordés par les banques au secteur privé rapporté au PIB et l'épargne intérieure brut sur le PIB. En outre, nous avons utilisé deux variables de contrôle à savoir la croissance économique et l'inflation dont la théorie économique prévoit qu'elles influencent la pauvreté.

Les résultats de l'étude ont révélé que, les deux indicateurs de développement financier influencent positivement et significativement la consommation des ménages à long terme. Cela veut dire que, le développement financier exerce un effet favorable sur la réduction de la pauvreté monétaire en Algérie. Pour les variables de contrôle, il est montré que la croissance économique a un effet positif et significatif sur la consommation des ménages. Ce résultat s'accorde nettement avec *l'hypothèse de la croissance pro-pauvre*. En ce qui concerne l'inflation, quoique son effet est négatif, un résultat espéré par la théorie économique, il est cependant statistiquement non significatif.

Les résultats de notre étude semblent être logique comparativement aux efforts déployés par le gouvernement algérien en matière développement économique. L'effet de la politique du développement financier sur la réduction pauvreté se transmet indirectement à travers l'augmentation la croissance économique (*hypothèse de la croissance pro-pauvre*). A cet égard, il est à noter que l'étude *Zeghoudi et Abou-Bekr (2019)* a démontré empiriquement que le développement financier stimule la croissance économique en Algérie. Pareillement, l'effet du développement financier sur la réduction de la pauvreté se fait directement à travers la facilité d'accès aux services financiers et plus particulièrement le micro crédit (*hypothèse de Kpodar, 20004*). A ce titre, nous soulignons que l'Algérie a opté, vers la fin des années 90, sur la promotion du secteur de la micro finance comme une stratégie de lutte contre l'exclusion financière. Le gouvernement algérien a créé, à cet effet, des institutions de microcrédit, en l'occurrence l'ANSEJ, la CNAC et l'AMGEM et il a impliqué les banques publiques dans ce processus.

Par ailleurs, il est a noté que l'Algérie applique d'autre politiques pour sous-tendre la couche sociale fragile telles que les transferts sociaux, le filet social, la subvention des prix de biens de large consommation, la gratuité de l'éducation et les services sanitaires, l'accès à l'eau potable.

**Références :**

- Banque mondiale (2001). Rapport sur le développement dans le monde 2000/2001 : combattre la pauvreté.
- Bertin, A., (2007). Pauvreté monétaire, pauvreté non-monétaire : une analyse des interactions appliquée à la Guinée. *Université Montesquieu - Bordeaux IV, France*
- Cooley, T. F., & Smith, B. D. (1998). Financial markets, specialization, and learning by doing. *Research in Economics*, 52(4), 333-361.
- Datt, G. and Ravallion, M. (1992). Growth and redistribution Components of Changes in Poverty Measures: a Decomposition with Application to Brazil and India in the 1980s. *Journal of Development Economics*, vol. 38, n° 2, pp. 275-295.
- Dollar, D. and Kraay, A. (2004). Trade, Growth, and Poverty. *The Economic Journal*, Vol. 114, No. 493, pp. F22-F49
- Kiendrebeogo & Minea (2013). Accès aux services financiers et réduction de pauvreté dans les PED. *Revue économique 2013/3, Vol 64, 483-493*
- King, R. G., & Levine, R. (1993). Finance, entrepreneurship and growth. *Journal of Monetary economics*, 32(3), 513-542.
- Kpodar, G. (2004). Le développement financier et la problématique de réduction de la pauvreté. *Document de travail de la série Etudes et Documents E 2004.08*
- Levine, R., & Zervos, S. (1996). Stock market development and long-run growth. *The World Bank Economic Review*, 10(2), 323-339.
- Montalieu, T., (2001). *Economie du développement*. Bréal.
- OCDE, 2015. Le secteur financier doit promouvoir une croissance inclusive.
- Pagano, M. (1993). Financial markets and growth: an overview. *European economic review*, 37(2), 613-622.
- Pesaran, M. H., Shin, Y., & Smith, R. J. (2001). Bounds testing approaches to the analysis of level relationships. *Journal of applied econometrics*, 16(3), 289-326.
- Ravallion, M. (1997). Can High-Inequality developing countries escape absolute poverty. *Economic letters* (56), 51-57
- Saint-Paul, G. (1992). Technological choice, financial markets and economic development. *European Economic Review*, 36(4), 763-781.
- Stiglitz, J. E. (1989). Financial markets and development. *Oxford Review of Economic Policy*, 5(4), 55-68.
- Sylviane Guillaumont, J. et Kpodar, K. (2004). Développement financier, instabilité financière et réduction de la pauvreté. *CNRS- université D’Auvergne*
- Zeghoudi, A., & Abou-Bekr, A. (2019). Impact du développement financier sur la croissance économique Cas de l’Algérie durant la période 1990-2015. *Revue des agrégats des connaissances, Vol (05) N°2.*